

*Industrie, Sciences et Technologie*

période malheureusement trop brève, à réaliser le plein emploi qui a donné aux Canadiens le sens de la sécurité et les a convaincus qu'ils pouvaient vivre sans être constamment menacés de perdre leur emploi, d'assister à des fermetures d'usines ou de subir des perturbations qui se répercuteraient sur leur famille et sur leur milieu.

• (1240)

Hélas! Cette époque est révolue. A mon avis, cela est dû pour une bonne part non pas aux changements survenus dans l'économie mondiale—il y a eu effectivement des défis—mais au fait que les deux partis de la Chambre qui ont gouverné le Canada n'ont pas su relever ces défis et faire preuve d'initiative pour doter le Canada de la base industrielle nécessaire pour assurer le plein emploi. A mon avis, c'est là vraisemblablement le manquement le plus désastreux et le plus honteux dont les partis libéral et conservateur ont pu se rendre coupables lorsqu'ils ont exercé le pouvoir. Ils n'ont pas été disposés à affirmer, d'abord, que l'avenir industriel du Canada importe et, ensuite, que c'est à l'État qu'il incombe de l'assurer. Ils se sont croisé les bras et ont laissé l'initiative au secteur privé. Ils ont lancé des programmes, mais ces programmes ont surtout consisté à graisser la patte à des entreprises privées pour qu'elles fassent ce que de toutes façons elles auraient fait. Il s'agit d'une énorme dérobade.

Il est temps que le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, maintenant qu'il devient enfin réalité, prenne sur lui de faire du développement industriel une priorité supputée et systématique de manière qu'il y ait un réel avenir pour les centaines de milliers de chômeurs et pour tous ceux qui voudront s'intégrer à la population active dans les années à venir.

Dans certaines régions du monde, on se demande si le secteur manufacturier importe à l'avenir de nos économies, celles de l'Europe occidentale, de l'Amérique du Nord et du Japon. Le fait que la question soit posée prouve que de nombreux gouvernements de l'OCDE manquent à la responsabilité qu'ils ont de répondre que la fabrication importe; il est important d'asseoir une base industrielle partout dans notre pays parce qu'elle est le fondement qui nous permettra d'atteindre le plein emploi qui compte, sur le plan humain, pour les gens et les collectivités.

Le seul jugement que je peux porter sur l'action du gouvernement jusqu'ici, c'est quelle laisse à désirer. Il a amorcé certaines initiatives qu'il n'a pas poursuivies. Il n'accorde pas de priorité à la base structurelle de notre économie. Il suffit de songer au nombre de ministres qui se sont succédé dans ce domaine de politique depuis quatre ans et demi. Nous avons eu en premier Sinclair Stevens. Nous sommes passés ensuite à Michel Côté, puis à l'actuel ministre chargé du Conseil du Trésor, pour nous retrouver avec le ministre actuel. Je le félicite de sa nomination, mais je le mets au défi de prendre ses fonctions au sérieux, de veiller à ce que le gouvernement s'engage, sur une longue période, à jeter une base industrielle solide sur laquelle nous pourrions nous fonder pour développer pleinement l'économie dans l'intérêt des Canadiens.

On peut repasser l'un après l'autre les secteurs où cette action ne s'est pas produite. Pour moi, qui suis de Windsor, ce sont les défaillances dans l'industrie automobile qui m'ont le plus frappé. Je répète qu'il y a eu défaillance chez le gouvernement actuel et son prédécesseur. Le gouvernement libéral précédent, celui de M. Trudeau, a réuni dans un groupe de travail sur l'industrie automobile les employeurs, les employés et les producteurs de pièces qui devaient soumettre des recommandations.

Il en est ressorti une série d'excellentes recommandations, dont la plus fondamentale proposait que tous les grands importateurs de pièces et de véhicules automobiles du Canada s'engagent à respecter des exigences de contenu canadien. Cela aurait donné au Canada de 40 000 à 60 000 emplois de plus. Mais le gouvernement libéral de l'époque n'a pas sourcillé. Et celui que nous avons depuis 1984 n'a pas bougé non plus, bien qu'un comité parlementaire présidé par l'actuel ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie (M. Andre) ait tiré la conclusion que, effectivement, il aurait fallu exercer de bien plus fortes pressions sur les fabricants japonais et coréens pour qu'ils respectent la norme du contenu canadien.

Maintenant que le ministre est à même d'exercer une certaine influence sur les décisions du gouvernement, je le presse de veiller en personne à ce que les recommandations du comité soient prises au sérieux et mises en oeuvre. On pourrait en dire autant du secteur forestier, car le gouvernement a posé une série de gestes qui, loin